

## Newsletter du mois de Janvier 2012

### Actualités

Tous mes vœux pour une année 2012 que je vous souhaite construive, pour vous, votre famille, vos proches. Et aussi pour notre famille politique, car nous avons tous besoin d'une victoire de la gauche en France en mai prochain.

Lorsque l'on observe l'actualité de la session plénière ici à Strasbourg, on constate que l'heure est critique si nous n'arrivons pas à inverser le rapport de force. Notamment sur l'accord international du 9 décembre dernier qui veut imposer à 26 pays l'Union cette fameuse règle d'or qui nous interdirait de financer demain l'investissement utile à la création d'emploi. Le Parlement européen, qui est comme sur un strapontin d'observateur, manifeste une très grande inquiétude. Sur la forme d'abord, car cette accord international menace l'équilibre juridique de l'Union en introduisant une énorme confusion avec des textes sans doutes contraire à la Constitution française, laissant également de côté tout processus démocratique, toute mise en place d'une association possible à la fois du Parlement européen, mais aussi des parlements nationaux, ce que nous ne pouvons pas accepter. Sur le fond ensuite, ce texte veut conditionner le mécanisme européen de stabilité pour venir en aide aux pays en difficultés au respect de cette fameuse règle d'or, que la Cours de Justice pourrait contrôler. Il y a là un paquet qui nous condamne à l'austérité qu'évidement nous ne pouvons pas accepter, que se soit au plan national ou sur le plan européen.

La seconde actualité de cette session de Strasbourg est évidemment l'actualité politique en Hongrie, où tous les critères nécessaires pour rentrer dans l'Union européen sont aujourd'hui bafoués, alors que ce pays est déjà un membre de notre Union. Il y a là une réelle inquiétude : au moment où le Conseil souhaiterait imposer cette règle d'or qui interdit une politique de relance de notre économie, et bien les règles de la démocratie se voient bafouées sans que vraiment des sanctions puissent être élaborées ou soient envisagées par la majorité conservatrice du Conseil ou de la Commission.

Cela n'est pas notre façon de voir les choses et nous pensons qu'à travers les urnes, nous devons permettre à une l'Union justement plus allante au service des citoyens et d'une vraie démocratie de l'emporter. Ce qui se passe en Hongrie est grave, nous l'avons déjà vu à propos des médias, des droits de l'opposition, mais il faut le savoir aussi, du point de vue du dialogue social ou du droit d'accéder à des allocations chômage dans de bonnes conditions qui ne sont pas respectés. Il y a là des droits fondamentaux qui sont bafoués et qui ne sont pas sanctionnés par les partenaires conservateurs européens.

L'élection de Martin Schulz, l'ancien Président du Groupe socialiste et démocrate qui est aujourd'hui le Président du Parlement européen : dans une allocution très allante, il a marqué son attachement aux valeurs de l'Union et au rôle du Parlement européen dans son fonctionnement d'une démocratie européenne de plein exercice. C'est un chantier permanent et qui représente un défi d'autant plus grand aujourd'hui.

## Dégradation de la note de la dette souveraine française

### Réactions de Pervenche Berès

Le bilan français et européen du Président sortant :

En 2007, il tient ses promesses électorales : bouclier fiscal pour les plus riches pendant que son Premier ministre estime le pays au bord de la faillite.

En 2008, il vient au secours des banques sans conditions et il maintient les exonérations pour heures supplémentaires pendant que l'Allemagne soutient l'emploi avec des exonérations temporaires pour le chômage partiel.

En 2009, il refuse de mettre en place un plan de relance européen mais accorde une TVA réduite pour les trois étoiles.

En 2010, il refuse d'organiser un front pour aider au plus vite la Grèce et devient en octobre à Deauville le suiveur officiel de Mme Merkel.

En 2011, il impose 2 plans de rigueur, une législation européenne et un Traité contraire à la constitution française.

En 2012, au lieu de soutenir l'investissement, il annonce le relèvement de la TVA qui va déprimer la demande.

Cette politique vient d'être notée, c'est la dégradation. Cette dégradation fragilise tous les mécanismes de solidarité bricolés au plan européen y compris le Mécanisme européen de stabilité.

Le mandat de M. Sarkozy aura été dangereux pour la France, pour l'Europe.

## Un projet de traité qui piétine la démocratie en Europe

**Mardi 17 janvier 2012**

Le Parlement européen a adopté aujourd'hui mercredi 18 janvier une résolution quant aux conclusions du Conseil européen des 8 et 9 décembre derniers ayant lancé l'élaboration d'un nouveau traité sur une base purement intergouvernementale.

Pervenche Berès, Présidente de la commission de l'emploi et des affaires sociales, dénonce cet accord intergouvernemental inacceptable : « ce nouveau texte est une mise en scène symbolique : alors qu'il y a urgence à agir pour sauver la zone euro, les chefs d'Etat et de gouvernement conservateurs, en campagne électorale, méprisent les prérogatives du Parlement européen, contournent les dispositions communautaires et préfèrent, à l'ombre de toute délibération publique et démocratique, conclure un Traité néfaste pour l'avenir de l'économie européenne et des emplois explique l'eurodéputée. « Sur le contenu aussi le projet est dangereux: c'est la constitutionnalisation de la "règle d'or" qui condamne la zone euro à l'austérité. »

[Pour lire la suite](#)

## **Agenda**

### **Samedi 28 janvier à Grenoble**

Pervenche Berès, dans le cadre des Etats généraux du renouveau organisés par Libération et Marianne à Grenoble interviendra sur le thème “L’Europe, un bouc émissaire ?”

### **Mercredi 2 février à Londres**

Pervenche Berès participera à la King's College London's European Week à Londres

### **Lundi 6 février à Bruxelles**

Pervenche Berès interviendra lors Conférence sur la gouvernance économique européenne organisé par l’Institut Royal des Relations Internationales Egmont.

[Se désabonner](#)